

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE  
T/L.1081  
25 juin 1964  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente et unième session  
Point 12 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE  
CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE  
POUR LA PERIODE DU 27 JUIN 1963 AU JUIN 1964

Document de travail établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION .....	2
PREMIERE PARTIE. TRAVAUX DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE .....	2
Examen du rapport annuel .....	2
Examen de pétitions .....	3
Mission de visite .....	5
DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE .....	6

## INTRODUCTION

1. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415ème séance, le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 45 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, désigné comme zone stratégique.

### PREMIERE PARTIE. TRAVAUX DU CONSEIL DE TUTELLE CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE LES ILES DU PACIFIQUE

#### Examen du rapport annuel

2. Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique pour l'année qui a pris fin le 30 juin 1963 a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 18 mai 1964<sup>1/</sup> et inscrit à l'ordre du jour de la trente et unième session du Conseil.

3. L'examen du rapport a commencé à la 1230ème séance par une déclaration liminaire du représentant spécial de l'Autorité administrante, M. M. W. Goding, Haut Commissaire du Territoire sous tutelle. M. Thomas Remengesau, administrateur adjoint du district des Palaos et conseiller de la délégation des Etats-Unis, a également fait une déclaration. Les membres du Conseil qui ne faisaient pas partie de la Mission de visite des Nations Unies qui s'est rendue dans le Territoire sous tutelle en 1964 ont posé des questions au représentant spécial. Les 1233ème à 1236ème séances ont été consacrées à des déclarations générales sur la situation dans le Territoire sous tutelle. A la 1236ème séance, le Conseil a nommé un comité de rédaction, composé des représentants de la Chine, du Libéria, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni.

4. A sa 1241ème séance, le Conseil a adopté les conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Comité de rédaction<sup>2/</sup>, telles qu'elles avaient été modifiées. Le rapport, tel qu'il a été finalement adopté à la       ème séance, constitue la deuxième partie du présent document.

---

<sup>1/</sup> T/1624.

<sup>2/</sup> T/L.1077.

### Examen de pétitions

5. A sa trente et unième session, le Conseil avait à son ordre du jour deux pétitions par lesquelles lui étaient transmises neuf résolutions concernant le Territoire sous tutelle, qui avaient été adoptées par la seizième législature du Conseil législatif de Saïpan. Une troisième pétition, émanant du Conseil de la municipalité de Net, concernait le différend qui opposait Net et la ville de Kolonia, dans l'île de Ponapé. La Mission de visite de 1964 avait examiné ces pétitions quant au fond.

6. A sa 1242ème séance, le Conseil a étudié les pétitions susmentionnées, examinant séparément les neuf résolutions adoptées par le Conseil législatif de Saïpan. Par la première résolution<sup>1/</sup>, le Conseil législatif de Saïpan invitait la Mission de visite de 1964 à s'entretenir avec le Conseil législatif et la population de Saïpan au cours de son séjour dans le Territoire sous tutelle. Etant donné que la Mission de visite avait fait droit à cette requête, le Conseil n'avait plus à donner suite à la pétition.

7. La deuxième pétition du Conseil législatif de Saïpan contenait huit résolutions ayant trait à huit sujets différents<sup>2/</sup>. La résolution No 16-2-64 invitait le Conseil de tutelle à veiller à ce que le Congrès du Territoire dont la création était envisagée fût doté de pouvoirs législatifs pleinement autonomes et indépendants. Le Conseil a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur le chapitre V (progrès politique) du rapport de la Mission de visite<sup>3/</sup>, sur les conclusions et recommandations y relatives que le Conseil avait adoptées à sa 1241ème séance, et sur les comptes rendus des séances que le Conseil y avait consacrées lors de sa trente et unième session. S'agissant de la résolution No 16-3-64, le représentant de l'Autorité administrante a déclaré qu'on envisageait sérieusement d'introduire le système du jugement par jury; le Conseil a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les comptes rendus des séances du Conseil consacrées à la question. En ce qui concerne la résolution No 16-4-64, relative à l'ouverture du port de Saïpan aux navires de commerce étrangers, le Conseil a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les paragraphes 164

---

<sup>1/</sup> T/PET.10/L.5.

<sup>2/</sup> T/PET.10/L.6.

<sup>3/</sup> T/1620.

à 168 du rapport de la Mission de visite et sur le compte rendu de la 1242<sup>ème</sup> séance du Conseil. La résolution No 16-5-64 priait le Conseil de mettre fin à l'Accord de tutelle dans le district des Mariannes, et le Conseil a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les paragraphes 284 à 291 du rapport de la Mission de visite, ainsi que sur les débats que le Conseil avait consacrés à la question et sur les conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à sa trente et unième session au sujet de l'accession à l'autonomie et à l'indépendance. Quant au règlement des dommages de guerre (résolution No 16-6-64), le Conseil a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les paragraphes 94 à 106 du rapport de la Mission de visite, sur les comptes rendus pertinents des débats du Conseil et sur les conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à ce sujet à sa trente et unième session. Par la résolution No 16-7-64, le Conseil de tutelle était invité à aider à la création de postes de gouverneur ou d'administrateur de district élus dans les six districts du Territoire; le Conseil a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur le paragraphe 240 du rapport de la Mission de visite. Par sa résolution No 16-8-64, le Conseil législatif de Saïpan demandait au Conseil de tutelle d'inviter instamment l'Autorité administrante à limiter la durée des fonctions du personnel clef américain dans le Territoire; le Conseil a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les paragraphes 265 à 267 du rapport de la Mission de visite, ainsi que sur le compte rendu de la 1242<sup>ème</sup> séance du Conseil. Enfin, s'agissant de la résolution No 16-9-64, par laquelle le Conseil législatif demandait les services de conseillers techniques spécialistes de différentes entreprises industrielles, aux fins du développement économique et industriel, le Conseil de tutelle a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les comptes rendus des séances du Conseil, notamment la 1242<sup>ème</sup> séance, et sur la déclaration que le Haut Commissaire avait faite lors de la trente et unième session du Conseil.

8. En ce qui concerne la pétition du Conseil de la municipalité de Net<sup>1/</sup>, le Conseil a décidé d'appeler l'attention du pétitionnaire sur le paragraphe 244 du rapport de la Mission de visite.

---

1/ T/PET.10/L.7 et Add.1.

Mission de visite

9. A sa trentième session, le Conseil de tutelle avait décidé d'envoyer, comme il le fait périodiquement, une mission de visite dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique en 1964, et par sa résolution 2138 (XXX), il avait défini le mandat de la Mission. A sa 1224<sup>ème</sup> séance, le Conseil avait élu M. Frank H. Corner (Nouvelle-Zélande) président de la Mission de visite.

10. La Mission composée de M. Corner (Nouvelle-Zélande), président, de M. Chiping H. C. Kiang (Chine), de Mlle Angie Brooks (Libéria) et de M. Cecil E. King (Royaume-Uni) a séjourné dans le Territoire sous tutelle du 10 février au 13 mars 1964. Avant de quitter New York, la Mission a séjourné à Washington (D.C.), les 30 et 31 janvier 1964, pour y avoir des entretiens préliminaires avec des représentants du Département d'Etat et du Département de l'intérieur sur l'évolution politique et économique récente du Territoire sous tutelle, et, en particulier, pour se renseigner sur les vues de l'Autorité administrante quant à l'avenir du Territoire.

11. Le rapport de la Mission de visite, qui a été adopté le 15 mai 1964, a été examiné par le Conseil à sa trente et unième session, en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante.

12. A sa 1241<sup>ème</sup> séance, le Conseil a adopté la résolution (XXXI)<sup>1/</sup>, par laquelle il a a) pris acte du rapport de la Mission de visite et des observations de l'Autorité administrante y relatives; b) exprimé sa satisfaction du travail accompli par la Mission de visite en son nom; c) appelé l'attention sur le fait qu'à sa trente et unième session, il avait tenu compte, pour formuler ses propres conclusions et recommandations sur la situation dans le Territoire sous tutelle considéré, des recommandations et observations de la Mission de visite, ainsi que des observations présentées par l'Autorité administrante à leur sujet; d) décidé de continuer à tenir compte de ces recommandations, conclusions et observations lorsqu'il examinerait à nouveau les questions relatives au Territoire sous tutelle intéressé; e) invité l'Autorité administrante intéressée à tenir compte des

---

1/ T/L.1078.

recommandations et conclusions de la Mission de visite, aussi bien que des observations faites à ce sujet par les membres du Conseil; f) décidé, conformément à l'article 99 de son règlement intérieur, de faire imprimer le rapport de la Mission de visite et le texte de la présente résolution.

13. Les observations de la Mission de visite, telles qu'elles sont consignées dans son rapport, et les observations y relatives des membres du Conseil de tutelle sont résumées dans la deuxième partie du présent document.

DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES  
ILES DU PACIFIQUE

[Cette deuxième partie contiendra le rapport sur la situation dans le Territoire sous tutelle, tel qu'il aura été finalement adopté par le Conseil à sa trente et unième session.]

-----